

**A refaire ! : limites, faiblesses et insuffisances
des nouveaux programmes d'enseignement
des sciences économiques et sociales
Daniel Gaxie**

L'enseignement des SES devrait respecter plusieurs principes directeurs :

- permettre aux élèves de découvrir de nouveaux champs disciplinaires en présentant leurs questionnements et leurs résultats les plus marquants, la diversité de leurs analyses et les débats qui opposent les chercheurs;
- aider les élèves à mieux comprendre le monde contemporain;
- intéresser les élèves en éclairant les situations concrètes qui leur sont familières, notamment en soulignant les éventuelles divergences entre leurs visions spontanées de ces situations et les analyses que les SES en proposent;
- contribuer à la formation civique et donner aux élèves l'équipement cognitif nécessaire à leur métier de citoyen;
- accéder à des connaissances, maîtriser des instruments, des méthodes, des concepts et des raisonnements et acquérir des compétences transversales;
- aider les élèves à s'orienter dans la perspective de la poursuite de leurs études après le baccalauréat.

C'est au nom de ces principes que l'on peut analyser les limites, faiblesses et insuffisances des nouveaux programmes d'enseignement des SES et que l'on doit engager une réflexion sur des propositions alternatives qu'il conviendrait de mettre en œuvre.

Cinq critiques majeures peuvent être opposées aux programmes de SES.

1/ Les nouveaux programmes introduisent des séparations disciplinaires tranchées entre d'un côté la science économique et, de l'autre, la sociologie et la science politique.

Ce parti-pris est contradictoire avec l'ambition affichée de développer les "compétences transversales".

Il est en second lieu épistémologiquement indéfendable. La science économique, la sociologie, la science politique étudient les sociétés humaines. Ce sont des sciences sociales. Leurs objets sont communs. Ce sont des réalités changeantes, toutes dotées d'une indépassable historicité, dont la négation à travers diverses formes de naturalisation est du

même coup indéfendable. Ainsi, les marchés sont des institutions sociales qui sont apparues de manière relativement tardive dans l'histoire de l'humanité et qui ont connu, et connaîtront sans doute encore, de nombreuses évolutions et variations. L'absence de perspective historique, sociogénétique et comparative est un obstacle à la compréhension et au recul critique.

Le parti-pris de séparation disciplinaire est enfin contradictoire avec les résultats mêmes des recherches des sciences sociales. Elles ont montré que l'une des caractéristiques des sociétés contemporaines réside dans leur différenciation renforcée *relativement* à celles qui les ont précédées. Ces sociétés sont constituées de mondes sociaux *relativement* séparés, à tout le moins davantage séparés qu'ils ne l'étaient dans le passé. C'est la raison pour laquelle une science économique a pu se constituer en se centrant sur l'analyse de réalités spécifiques qui se sont autonomisées au cours de l'histoire et qui ont pu être du même coup autonomisées en pensée à des fins d'analyse. C'est aussi la raison pour laquelle une science du politique est concevable. La division du travail scientifique prend appui sur ces processus de différenciation sociale, même si elle a ses propres déterminations. Il y a par exemple des sociologies du droit, de l'art, du sport, de la politique et de l'économie. Mais si la différenciation sociale est avérée, elle n'est pour autant jamais absolue. Il y a des limites, plus ou moins de limites, mais toujours des limites, à l'autonomie des mondes sociaux, qu'il s'agisse de l'économie, de la politique, du sport ou de l'art. Vouloir établir en pensée des séparations radicales entre les mondes de l'économie et les autres mondes sociaux, c'est introduire subrepticement l'hypothèse intenable de leur autonomie absolue. C'est du même coup occulter et s'interdire de comprendre ce que les mondes de l'économie doivent à leurs relations avec les autres mondes sociaux. Ainsi, comme toutes les institutions sociales, les marchés sont une construction historique collective. Pour que les marchés fonctionnent de manière minimalement autorégulée, il a fallu que diverses transformations sociales majeures interviennent plus ou moins concomitamment. Ainsi, l'entreprise économique telle que nous la connaissons ne peut se développer si elle ne trouve des individus prêts à s'engager dans une relation contractuelle relativement continue et durable, dans laquelle ils échangent une partie de leur temps et de leur force de travail contre un salaire. Il faut donc des individus qui ont appris à se discipliner pour entrer et se maintenir dans des relations contractuelles, qui ont appris aussi à rationaliser leur rapport au temps, au travail, à l'argent et à l'avenir. A contrario,

on sait que les marchés et les entreprises modernes peinent à se déployer quand les conditions sociales de la production de salariés disposés à se comporter comme des salariés ne sont pas remplies. On sait aussi que les dispositions particulières qui incitent à s'engager dans le salariat sont absentes dans les économies précapitalistes. Il n'y a pas non plus d'entreprise sans entrepreneur. Les dispositions à se lancer dans des activités de production et d'échange pour en dégager des profits, qui sont réinvestis pour élargir les bases mêmes des activités qui les ont générés ne sont évidemment pas naturelles. Pour des raisons complexes, encore mal élucidées, elles se sont surtout développées en Europe, avant de se généraliser à l'ensemble des continents. D'innombrables travaux ont cherché les raisons sociales de cette construction sociale de l'entrepreneuriat. On pense par exemple aux relations entre l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme et des capitalistes.

Les marchés sont indissociablement une construction économique, sociale et politique. Ils reposent sur de multiples institutions juridiques et régulations politiques qui fixent par exemple la durée du travail ou les conditions de résiliation du contrat de travail, interviennent dans certains cas dans la fixation ou la régulation des prix et des salaires, décident des responsabilités en cas d'accident ou du versement de salaires différés sous forme d'allocations chômage, d'indemnités maladie ou de pension de retraite, prélèvent une partie des profits, etc, etc... Le fonctionnement même des marchés est le résultat et l'enjeu de luttes sociales et politiques qui sont co-existantes aux marchés eux-mêmes et qui se déroulent en permanence sous les yeux des élèves de l'enseignement secondaire. L'actualité sociale et politique des dernières années en France, comme dans d'autres pays, avec les conflits sur la réforme du droit du travail, la question de la durée de la semaine de travail et de l'ouverture des magasins le dimanche, l'âge du droit à la retraite, la formation professionnelle, l'indemnisation du chômage, le rôle des syndicats et bien d'autres sujets, constituent des péripéties de l'histoire sociale de la construction des marchés.

Il est du même coup bien réducteur de limiter une première prise de contact des élèves de seconde avec les réalités des marchés aux courbes d'offre et de demande et à la fixation des prix et des quantités d'équilibre.

Les programmes officiels assignent aux SES une mission de formation civique des élèves par une meilleure connaissance et compréhension des grands enjeux économiques, sociaux et politiques. La présentation economiciste de l'économie revient à occulter leurs dimensions

sociales, religieuses ou politiques. La compréhension du monde contemporain implique de croiser les regards économiques, sociologiques et politiques sur les marchés. Les marchés sont l'objet et l'enjeu de coopérations, d'alliances, de tensions, de luttes, de polémiques et de perceptions rivales qui ne peuvent pas être ignorées. Depuis que les marchés existent, leur fonctionnement est affecté par des luttes sociales et politiques pour renforcer, desserrer, resserrer les contrôles et les régulations. En voulant en donner un tableau d'apparence "technique", centré sur une problématique de la rencontre de courbes de demande et d'offre, qui ne serait affectée que par la "mise en place d'une taxe (notamment d'une taxe carbone) ou d'une subvention", on se range tacitement en pensée du côté de ceux qui considèrent qu'il convient de limiter les contrôles et les régulations. L'ambition officielle des SES est "d'éclairer les situations concrètes". On peut douter que les situations concrètes relatives au fonctionnement des marchés se limitent aux "graphiques des courbes d'offre et de demande qui permettent d'identifier le prix d'équilibre et la quantité d'équilibre". On peut se demander si ces visions imaginaires de l'économie sont susceptibles de stimuler l'intérêt d'élèves, pourtant avides de mieux comprendre le monde qui les entoure. Les professeurs de SES ont été pourtant formés à éclairer les divers aspects des réalités sociales qu'ils doivent analyser avec leurs élèves puisque leurs concours de recrutement vérifient leurs connaissances dans les domaines de l'économie, de la sociologie et de la science politique. La tradition d'enseignement des SES repose sur le croisement des regards disciplinaires. Le renforcement de la séparation disciplinaire induit par les nouveaux programmes prend cette tradition à rebours et entre en contradiction avec la mission de formation civique.

2/ Le cloisonnement disciplinaire s'efforce de conforter une prédominance de la science économique.

Les disciplines ne sont pas seulement séparées mais également hiérarchisées. D'abord sous le rapport des volumes horaires qui introduisent une asymétrie favorable à la science économique. La hiérarchie s'établit également à travers l'opposition d'un côté de la science économique et, de l'autre côté, de la sociologie et de la science politique, qui ne sont pas trop de deux pour se retrouver en position supplétive. Cette position seconde et secondaire se retrouve dans les "regards croisés", où l'habituelle approche pluridisciplinaire des SES se trouve réduite. Ainsi, la question introduite dans le programme de seconde des relations entre diplômes, emploi et salaire est abordée d'un point de vue étroitement economiciste. Les études

sont analysées comme un "investissement dans le capital humain", dont il faut apprécier la rentabilité, par exemple dans la relation entre le niveau de formation et les salaires ou les risques de chômage. Les éléments susceptibles de perturber la relation intuitive entre le niveau de formation et le salaire sont "l'expérience" et le "type d'entreprise", c'est-à-dire des paramètres de nature "économique". Seules la référence aux inégalités de "genre" et l'allusion aux "accès différenciés aux formations diplômantes" introduisent des éléments "extra-économiques", bien loin d'épuiser ce que la sociologie ou la science politique ont pu apporter à la connaissance des relations entre diplômes, emploi et salaire.

Les "regards croisés" du programme de première sont tout aussi aseptisés. On ne voit guère les enjeux, les luttes et les débats, c'est-à-dire les "situations concrètes", dans les deux modules qui y sont introduits : "Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques dans les sociétés développées" et "Comment les entreprises sont-elles organisées et gouvernées". Là encore, on ne peut que constater l'ignorance des apports des recherches relevant de la sociologie et de la science politique.

Mais la mise en contraste de la science économique d'une part et de la sociologie et de la science politique d'autre part, suggère également l'opposition de régimes de scientificité différents et inégaux. D'un côté des mécanismes supposés "objectifs", "rationnels", "naturels" se prêtant à la quantification, comme le jeu des courbes de demande et d'offre, de l'autre, des dimensions qui seraient plus "subjectives", "passionnelles", "idéologiques" et "artificielles" du monde social. D'un côté des "faits" et des "données", de l'autre des éclairages de points de vue, cherchant à "comprendre et illustrer", par exemple "la diversité des liens qui relient les individus au sein de différents groupes sociaux" ou le "processus d'individualisation", en prenant appui sur des auteurs, comme on le pressent avec la référence à la "distinction classique entre solidarité «mécanique» et solidarité «organique»".

3/ Une sélection arbitraire et une présentation partielle et lacunaire des disciplines enseignées.

On doit en troisième lieu contester les choix qui président à la présentation des trois disciplines constitutives des SES.

La présentation de la science économique s'ouvre par une problématique centrée sur la richesse, en toute ignorance des problématiques de la protection de l'environnement planétaire. Va-t-il de soi que l'activité économique a toujours été et est toujours centrée sur la

production et la mesure de la richesse plutôt que, par exemple, sur la satisfaction des besoins socialement construits dans le respect de l'environnement ? L'essentiel des programmes de seconde et de première est consacré aux marchés, sans que l'on songe à les introduire dans une perspective historique, ni que l'on songe à en décrire quelques exemples. La présentation qui privilégie l'analyse des "courbes" risque de paraître bien lointaine, ennuyeuse, abstraite et peu éclairante aux élèves de seconde. La comparaison entre les "marchés concurrentiels" et "imparfaitement concurrentiels" semble mise au service de la démonstration de la supériorité des premiers. La réduction de l'analyse des limites de la concurrence au "nombre limité d'offreurs, aux ententes et aux barrières à l'entrée", conduit à la conclusion que, hors les secteurs où les offreurs sont en situation de monopole ou d'oligopole, les marchés sont "parfaitement" concurrentiels, ce qui revient à passer sous silence les nombreux facteurs qui viennent limiter les concurrences sur les marchés présenter comme concurrentiels.

Mais on doit surtout questionner une approche si obstinément centrée sur la question des marchés, au risque d'ailleurs d'une redondance entre les programmes de seconde et de première. On propose ainsi aux élèves de seconde de découvrir la science économique sans la moindre mise en perspective historique, sans donner à voir les spécificités du système économique dans lequel ils vivent, sans qu'on leur donne quelque indication sur, par exemple, l'évolution et le poids de l'agriculture, de l'industrie et des services ou sur les grandes structures de la population active, sans les aider à définir et à préciser de notions telles que la production, la consommation, l'investissement, l'épargne, les salaires, les prix, les coûts, les rentes, les profits, les dividendes, le capital, le l'emploi, chômage, l'inflation ou la croissance, le commerce extérieur, les déficits et les excédents, sans que soit mentionné le rôle de l'État, de son budget et de ses politiques, ni la dette, les recettes, les dépenses et les investissements publics.

De même, on peut questionner le choix de centrer le programme de sociologie de seconde, et à nouveau celui de première, sur la question de la socialisation. Les questions de la socialisation ont certes vocation à être intégrées à une première présentation de la sociologie, même si ces questions ne sont pas toujours les mieux empiriquement documentées. Mais on peut douter de la pertinence d'une présentation presque uniquement centrée sur la socialisation. Là encore, on regrette l'absence de présentation des spécificités de la société dans laquelle vivent les élèves, par exemple dans une perspective historique. Le programme de seconde se

propose très légitimement de "permettre aux élèves de découvrir de nouveaux champs disciplinaires". On peut douter que ce qu'il retient de la sociologie y contribue. On ne propose aucune présentation de quelques concepts et problématiques centraux de cette discipline : rien sur la division du travail, les pouvoirs et leurs formes, fondements et ressources, l'autorité, la domination, la légitimité, la ville, les classes sociales, les inégalités sociales, l'école, les religions, la pacification, la sécularisation, la civilisation, les constructions sociales, les nations, les identités, les idéologies, les mythes ... On ne plaide pas ici pour une présentation exhaustive des recherches relevant de la sociologie, évidemment impossible à ce niveau. Mais on soutient qu'une entrée plus stimulante et plus formatrice serait plutôt d'amener les élèves à réfléchir, avec les ressources de la sociologie, sur quelques traits pertinents de leur environnement social, plutôt que de leur imposer quelques réflexions académiques sur les socialisations.

Les mêmes remarques valent pour la présentation de la science politique. Elle se résume aux institutions, aux élections et aux sondages, soit à peu près le programme collectif de recherche des chercheurs à la fin des années 1960 ! Le primat donné aux institutions conduira les élèves à rabâcher des bribes d'informations sur les institutions politiques de la Vème République déjà abordées dans les cours d'éducation civique du primaire et du collège. Ce choix risque de leur donner l'impression d'une fausse familiarité. Cette vision de la discipline est marquée par une nostalgie d'un passé dépassé. Elle ignore rien moins que l'État et la démocratie et tous les travaux du dernier demi siècle sur les mobilisations, les mouvements sociaux, l'action collective, les politiques publiques, l'espace public, les médias, les élites politiques, la professionnalisation politique, les constructions nationales, les champs politiques ou les rapports ordinaires au politique. La conception plate et étriquée de la science politique qui est proposée aux élèves ignore également toute mise en perspective internationale et les travaux menés dans ce domaine.

4/ Des programmes marqués par un ethnocentrisme aveugle.

Les programmes sont marqués par un ethnocentrisme incontrôlé. Faute de mis en perspective historique et comparative, les formes contemporaines des systèmes économiques sont tacitement posées comme des caractéristiques de toute économie. Il va de soi que "l'économie", donc toutes les économies, sont tendues vers la création élargie de richesse, que leurs acteurs en sont des entreprises, en concurrence sur des marchés. Les sociétés, toutes les

sociétés, sont censées être à l'image des sociétés occidentales. Lorsqu'il s'agit d'énumérer les principales instances de socialisation on évoque alors naturellement "la famille, l'école, les médias et les pairs", sans suggérer qu'il s'agit d'un contexte particulier et que, dans d'autres, c'est par exemple la religion plus que les médias qui contribue aux socialisations. Dans le cas de la science politique, l'ethnocentrisme se double d'un pathétique provincialisme. Les élèves de seconde vont découvrir l'analyse des réalités politiques à travers la présentation des "principales institutions politiques de la Vème République" et de la problématique de la "séparation des pouvoirs". Ils seront dans l'impossibilité de situer les réalités politiques dont ils ont l'expérience par comparaison avec d'autres contextes. Ils ignoreront que toutes les sociétés ne sont pas politiquement organisées. On leur répétera que le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour cinq ans et que le Parlement est composé de deux chambres, mais ils ne sauront rien de la réalité étatique dans laquelle ils vivent, rien de ce qui caractérise cet État, par exemple les frontières, le monopole de la contrainte physique légitime, l'abaissement du seuil de sensibilité à la violence physique, l'armée, la police, les tribunaux, la bureaucratie, l'impôt, la disparition des vengeances privées, les régulations, les politiques et les investissements publics. On leur parlera de la Vème république sans préciser ce qu'est la République par opposition à la monarchie, la monarchie absolue de droit divin ou la monarchie libérale parlementaire. On parlera des détails des modes de scrutin mais non de la démocratie représentative, qu'il faudrait pourtant aborder dans ses différences avec la démocratie directe, ni des démocraties libérales qu'il faudrait caractériser en opposition aux régimes autoritaires et aux dictatures militaires ou hiéocratiques.

5/ Des programmes idéologiquement orientés.

Les programmes proposent une vision aseptisée de l'économie présentée comme une mécanique sans aspérité, obéissant à ses propres lois. L'État n'y apparaît qu'à travers ses dépenses et ses déficits, dont on interroge les effets sur l'activité économique. Les élèves sauront que l'État dépense sans savoir en quoi consistent les dépenses de l'État. Ils ignoreront également les politiques qu'un État peut mener en relation avec l'économie et les régulations qui affectent le fonctionnement de cette économie.

Les programmes proposent une vision également aseptisée de la société. Ils ignorent les classes sociales, les luttes, les clivages, les inégalités, les mobilités et reproductions sociales, les discriminations et les dominations. On les écarte, sans doute pour éviter d'introduire "la politique" ou "les idéologies" (orientées à "gauche") à l'école mais, en les écartant, on fait entrer une idéologie – conservatrice- dans les programmes.

Les programmes proposent enfin une vision aseptisée de la politique, par exemple une vision politologique du vote qui met l'accent sur la "volatilité électorale", censée résulter d'un "affaiblissement des variables sociales". Plutôt que de poser une telle affirmation comme établie, le respect du pluralisme commanderait d'attirer l'attention des élèves sur les débats qui opposent les chercheurs sur cette question. Certains qui sont ignorés par ces programmes, soutiennent que "les variables sociales" sont toujours à l'œuvre pour peu que l'on se donne des moyens empiriques de les identifier et de les observer correctement et pourvu également que l'on ne tronçonne pas "l'entonnoir de causalité", qui doit mettre les rapports au politique, dont les votes sont une dimension, en relation avec les variables sociales (plutôt "qu'individuelles") et "contextuelles" (d'ailleurs tout autant "sociales") qui les déterminent. Les sciences économiques et sociales proposent une vision dans laquelle "le social" est largement absent de l'économie et de la politique et où le "social" et les sciences du social sont amputés de leurs dimensions conflictuelles. En écartant ce qui fait débat dans les perceptions et les analyses du monde social, les programmes de SES en proposent une vision lisse, ennuyeuse et doxique, comme si leur mission était de conforter les visions ordonnées de l'ordre social.